

Côte d'Ivoire: l'opposition indignée de la menace de remaniement de Gbagbo

DAOUKRO (AFP) - Les principaux partis de l'opposition ivoirienne ont rejeté vendredi toute idée de remaniement, comme l'en a menacé mardi le président Laurent Gbagbo, du gouvernement d'union nationale issu de l'accord de paix de Ouagadougou.



L'ancien président ivoirien Henri Konan Bédié (c) et l'ex-Premier ministre Alassane Ouattara (d), le 25 juillet 2008 à Daoukro (© AFP - Issouf Sanogo)

Les présidents de ces partis, qui disposent de plusieurs ministres dans le gouvernement, "s'indignent des déclarations du chef de l'Etat selon lesquelles il disposerait d'armes institutionnelles qui lui permettraient de procéder à une dissolution du gouvernement, à quatre mois de la date de l'élection présidentielle", selon un communiqué final lu à la presse.

La "conférence" de ces présidents, qui s'est tenue vendredi à Daoukro (250 km au nord d'Abidjan) et à laquelle participaient l'ancien président Henri Konan Bédié et l'ex-Premier ministre Alassane Ouattara, a rappelé que "le gouvernement actuel résulte des arrangements politiques de l'APO (accord politique de Ouagadougou, ndlr) et des accords antérieurs et qu'il ne dépend pas de la seule volonté du chef de l'Etat", indique le communiqué.

"Dès lors, la conférence des présidents marque son opposition nette et formelle à toute idée de dissolution du gouvernement", ajoute le texte.

Ces partis de l'opposition, réunis au sein du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) ont rappelé au passage que "le mandat constitutionnel de Laurent Gbagbo est échu depuis le 25 octobre 2005 et que son maintien à la tête de l'Etat au pouvoir résulte de ces mêmes arrangements politiques".

Mardi, M. Gbagbo a menacé publiquement de remanier le gouvernement du Premier ministre Guillaume Soro en raison du comportement de certains de ses ministres pendant la récente crise sociale en Côte d'Ivoire après la hausse du prix des carburants.

"Certains membres (du gouvernement) prennent avec vous les décisions autour de la table du conseil des ministres et se retrouvent la nuit en train de critiquer et de comploter contre ces mêmes résolutions", s'est insurgé M. Gbagbo sans citer de nom mais en évoquant ceux issus de l'opposition.

Interrogé sur l'attitude du RHDP si Laurent Gbagbo mettait à exécution sa menace, M. Konan Bédié, président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) a affirmé, sans donner de précisions, que cette coalition en tirerait "toutes les conséquences".

L'actuel gouvernement a été formé à l'issue de l'accord de Ouagadougou signé en mars 2007 entre Laurent Gbagbo et Guillaume Soro, chef de l'ex-rébellion des Forces nouvelles (FN) qui ont tenté en septembre 2002 de renverser le président avant de s'emparer de la moitié nord de la Côte d'Ivoire.

Ce "gouvernement de transition" doit mettre en oeuvre la réunification du pays et aider à la tenue d'une élection présidentielle, dont le premier tour a été fixé au 30 novembre 2008.

Publié le: 25/07/2008 à 19:29:49 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/cote-ivoire-a135694.html>